

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE DU SENEGAL

PARAISANT LE SAMEDI DE CHAQUE SEMAINE

ABONNEMENTS ET ANNONCES	TARIF DES ABONNEMENTS				ANNONCES ET AVIS DIVERS		
Pour les abonnements et les annonces s'adresser au directeur de l'Imprimerie nationale à Rufisque.	VOIE NORMALE		VOIE AERIEENNE		La ligne 1.000 francs		
	Six mois	Un an	Six mois	Un an			
Les annonces doivent être remises à l'Imprimerie au plus tard le mardi. Elles sont payables d'avance.	Sénégal et autres Etats de la CEDEAO		15.000f	31.000f.	-	-	Chaque annonce répétée...Moitié prix
	Etranger : France, RDC R.C.A. Gabon, Maroc. Algérie, Tunisie.		-	-	20.000f.	40.000f	
Toute demande de changement d'adresse ainsi que les lettres demandant réponse devront être accompagnées de la somme de 175 francs	Etranger : Autres Pays			23.000f	46.000f	(Il n'est jamais compté moins de 10.000 francs pour les annonces).	
	Prix du numéro		Année courante 600 f	Année ant.	700f.		
	Par la poste :		Majoration de 130 f par		numéro		
	Journal légalisé		900 f	-	Par la poste		-
	Compte bancaire B.I.C.I.S. n°1520790 630/81						

S O M M A I R E

PARTIE OFFICIELLE

DECISION

CONSEIL CONSTITUTIONNEL

2023

14 décembre . Décision n° 9/C/2023 1471

PARTIE OFFICIELLE

DECISION

CONSEIL CONSTITUTIONNEL

DECISION N° 9/C/2023

AFFAIRE N° 9/C/2023

Demandeurs : Ahmed AÏDARA, Fatou BA, Sokhna BA n°2, Ndialou BATHILY, Cheikh Aliou BÈYE, Ramatoulaye BODIAN, Mouhamed Ayib Salim DAFFÉ, Samba DANG, Amadou DIALLO, Ismaïla DIALLO, Chérif Ahmed DICKO, Bacary DIÉDHIOU, Awa DIÈNE, Aminata DIENG, Birame Soulèye DIOP, Assane DIOP, Abass FALL, Moussa FALL, Lamine FAYE, Modou Bara GAYE, Bassirou GOUDIABY, Gnima GOUDIABY, Mouhamadou Mansour KÉBÉ, Cheikh Thioro MBACKÉ, Fatma MBODJI, Serigne Abo Mbacké NDAO, Arame NDIAYE, Mame Saye NDIAYE, Rokhy NDIAYE, Mamadou NIANG, Guy Marius SAGNA, Alioune SALL, Massata SAMB, Alphonse Mané SAMBOU, Oulimata SIDIBÉ, Maïmouna SOW, Oumar SY, Aïcha TOURÉ et Daba WAGNANE, députés à l'Assemblée nationale

SEANCE DU 14 DECEMBRE 2023

MATIERE CONSTITUTIONNELLE

LE CONSEIL CONSTITUTIONNEL,

Statuant en matière constitutionnelle,

VU la Constitution ;

VU la loi organique n° 2016-23 du 14 juillet 2016 relative au Conseil constitutionnel ;

VU la requête d'Ismaila DIALLO et 38 autres députés ;

VU les lettres de notification du 12 décembre 2023 adressées au Président de la République, au Président de l'Assemblée nationale et au Premier Ministre par le Président du Conseil constitutionnel, en application de l'article 14 de la loi organique n° 2016-23 du 14 juillet 2016 relative au Conseil constitutionnel ;

VU les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Le rapporteur ayant été entendu ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

SUR LA SAISINE :

1. Considérant que par requête reçue au greffe du Conseil constitutionnel le 06 décembre 2023 et enregistrée le même jour sous le numéro 9/C/23, les députés Ahmed AÏDARA, Fatou BA, Sokhna BA n°2, Ndialou BATHILY, Cheikh Aliou BÈYE, Ramatoulaye BODIAN, Mouhamed Ayib Salim DAFFÉ, Samba DANG, Amadou DIALLO, Ismaila DIALLO, Chérif Ahmed DICKO, Bacary DIÉDHIOU, Awa DIÈNE, Aminata DIENG, Birame Soulèye DIOP, Assane DIOP, Abass FALL, Moussa FALL, Lamine FAYE, Modou Bara GAYE, Bassirou GOUDIABY, Gnima GOUDIABY, Mouhamadou Mansour KÉBÉ, Cheikh Thioro MBACKÉ, Fatma MBODJI, Serigne Abo Mbacké NDAO, Arame NDIAYE, Mame Saye NDIAYE, Rokhy NDIAYE, Mamadou NIAN, Guy Marius SAGNA, Alioune SALL, Massata SAMB, Alphonse Mané SAMBOU, Oulimata SIDIBÉ, Maïmouna SOW, Oumar SY, Aïcha TOURÉ et Daba WAGNANE ont saisi, sur le fondement des articles 74 et 92 de la Constitution, le Conseil constitutionnel d'un recours tendant à faire « déclarer la loi de finances 2024 contraire à la Constitution » ;

SUR LA COMPÉTENCE :

2. Considérant qu'en application des articles 92 de la Constitution et premier de la loi organique n° 2016-23 du 14 juillet 2016 susvisée, le Conseil constitutionnel est compétent pour connaître de la constitutionnalité des lois ;

SUR LA RECEVABILITE DU RECOURS :

3. Considérant que l'article 74 de la Constitution dispose que « le Conseil constitutionnel peut être saisi d'un recours visant à faire déclarer une loi inconstitutionnelle (...) par un nombre de députés au moins égal au dixième des membres de l'Assemblée nationale, dans les six jours francs qui suivent son adoption définitive » ; que l'article 16 de la loi organique n° 2016-23 du 14 juillet 2016 relative au Conseil constitutionnel prévoit que la requête, lorsqu'elle tend à faire constater la non-conformité à la Constitution d'une loi, doit, à peine d'irrecevabilité, être signée (...) par chacun des députés, contenir l'exposé des moyens invoqués et être accompagnée de deux copies du texte de loi attaqué ;

4. Considérant que la requête déposée au greffe du Conseil constitutionnel le 06 décembre 2023, soit dans les six jours suivant l'adoption de la loi attaquée, est signée par 39 députés représentant plus du dixième des membres de l'Assemblée nationale et contient en outre l'exposé des moyens invoqués par les requérants ;

5. Considérant toutefois que la requête n'est pas accompagnée de deux copies du texte de loi attaqué ;

6. Considérant que, pour justifier cette carence, les requérants ont joint à leur requête un procès-verbal de constat interpellatif d'huissier du 06 décembre 2023, dressé à la requête du groupe parlementaire Yewwi Askan Wi (...), représenté par son président, Birame Soulèye DIOP, qui déclare qu'il a « mandaté » Madame Daba WAGNANE, député, laquelle « s'est présentée au Secrétaire général de l'institution parlementaire pour obtenir copie de la loi votée, en vain » ; que l'huissier instrumentaire ayant interrogé Madame Daba WAGNANE, cette dernière a déclaré ceci : « Le Secrétaire général m'a répondu : La loi n'est pas encore promulguée » ;

7. Considérant qu'il ressort de cet acte que le groupe parlementaire Yewwi Askan Wi représenté par son président, Birame Soulèye DIOP, n'a pas interpellé les personnes habilitées à délivrer les textes de loi et notamment le Secrétaire général de l'institution parlementaire, mais plutôt Madame Daba WAGNANE ; que les seules déclarations de cette dernière, consignées dans un procès-verbal d'huissier, ne peuvent établir que les requérants ont accompli les diligences utiles ;

8. Considérant, dès lors, que les conditions de recevabilité prévues par l'article 16 de la loi organique n° 2016-23 du 14 juillet 2016 relative au Conseil constitutionnel n'ayant pas été respectées, la requête encourt l'irrecevabilité ;

DECIDE :

Article premier. - La requête est irrecevable.

Art. 2. - La présente décision sera publiée au *Journal officiel* de la République du Sénégal.

Délibéré par le Conseil constitutionnel en sa séance du 14 décembre 2023, où siégeaient Monsieur Mamadou Badio CAMARA, Président, Madame Aminata Ly NDIAYE, Vice-président, Messieurs Mouhamadou DIAWARA, Youssoupha Diaw MBODJ, Madame Awa DIÈYE, Messieurs Cheikh NDIAYE et Cheikh Ahmed Tidiane COULIBALY, membres.

Avec l'assistance de Maître Ousmane BA, Chef du greffe.

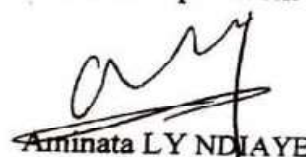
En foi de quoi, la présente décision est signée par le Président, le Vice-président, les autres membres et le Chef du greffe.

Le Président



Mamadou Badio CAMARA

Le Vice-président




Aminata LY NDIAYE

Membre



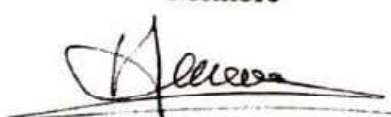
Mouhamadou DIAWARA

Membre



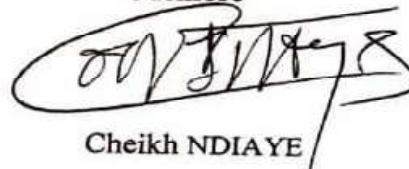
Youssoupha Diaw MBODJ

Membre



Awa DIÈYE

Membre



Cheikh NDIAYE

Membre



Cheikh Ahmed Tidiane COULIBALY

Pour Expédition Certifiée Conforme
Dakar, le 14 décembre 2023
L'ADMINISTRATEUR DU Greffe

Le Chef du greffe



Maître Ousmane BA

Pour Expédition Certifiée Conforme
Bakar, Le 14 décembre 2023
L'ADMINISTRATEUR DU Greffe



vie-publique.sn

RUFISQUE - Imprimerie nationale DL n° 7638
